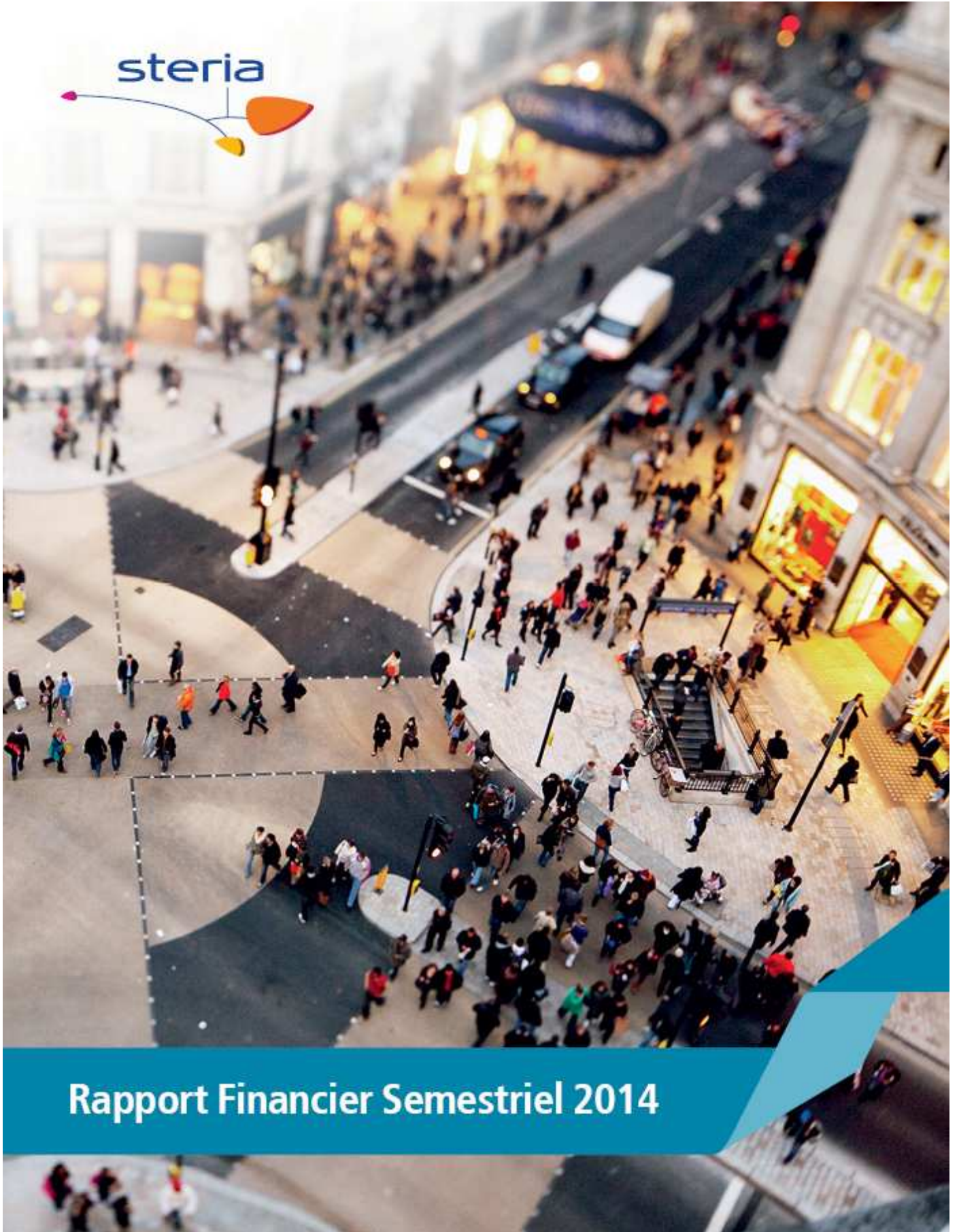


steria



Rapport Financier Semestriel 2014

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 30 JUIN 2014

1. Rapport semestriel d'activité au 30 juin 2014

A – Evénements importants survenus au cours du premier semestre et incidence de ces événements sur les comptes semestriels

Eléments clés :

Résultats consolidés du premier semestre 2014

		2013	2014	Croissance organique à périmètre et change constants
Chiffre d'affaires	M€	873,8	940,8	
Marge opérationnelle¹ <i>En % du chiffre d'affaires</i>	M€ %	45,7 5,2%	53,8 5,7%	
Résultat opérationnel²	M€	26,6	33,8	
Résultat net part du Groupe	M€	7,4	0,9	
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	%	0,8%	0,1%	
Résultat net courant³ part du Groupe	M€	20,6	14,4	
Résultat net courant⁴ dilué par action	€	0,68	0,45	
Capitaux propres	M€	377,0	440,4	
Dette financière nette	M€	280,7	260,2	

¹ Avant amortissement d'actif incorporel lié au regroupement d'entreprises. La marge opérationnelle est l'indicateur clé du Groupe. Elle se définit comme la différence entre le chiffre d'affaires et les charges opérationnelles, celles-ci étant égales au total du coût des services rendus (charges nécessaires à la réalisation des projets), des frais commerciaux et des frais généraux et administratifs.

² Le résultat opérationnel intègre notamment les coûts de restructuration et de réorganisation, les plus ou moins-values de cession, la juste valeur estimée des paiements sur la base d'actions, les impacts des tests de dépréciation des écarts d'acquisition.

³ Résultat net part du Groupe retraité, après impact fiscal, des autres produits et charges opérationnels et des amortissements d'actifs intangibles.

Chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 2014

En millions d'euros	30/06/2013	30/06/2014	Croissance
Chiffre d'affaires	873,8	940,8	7,7%
Variation de périmètre	0,0		
Variation liée au taux de change	3,9		
<u>Chiffre d'affaires pro forma</u>	<u>877,7</u>	<u>940,8</u>	<u>7,2%</u>

Chiffre d'affaires du premier semestre 2014 par zone géographique

En millions d'euros	30/06/2013*	30/06/2014	Croissance organique
Royaume-Uni	355,1	424,7	19,6%
France	278,7	268,4	-3,7%
Allemagne	118,9	108,9	-8,4%
Autre Europe	125,0	138,9	11,1%
<u>Total</u>	<u>877,7</u>	<u>940,8</u>	<u>7,2%</u>

* Chiffre d'affaires à périmètre, taux de change constants et structure organisationnelle comparable (base 2014)

Chiffre d'affaires du deuxième trimestre 2014 par zone géographique

En millions d'euros	Deuxième trimestre 2013*	Deuxième trimestre 2014	Croissance organique
Royaume-Uni	178,8	221,7	24,0%
France	134,7	132,4	-1,7%
Allemagne	60,3	53,0	-12,1%
Autre Europe	66,9	69,9	4,4%
<u>Total</u>	<u>440,7</u>	<u>477,0</u>	<u>8,2%</u>

* Chiffre d'affaires à périmètre et taux de change constants (base 2014)

Performance opérationnelle sur le premier semestre 2014

Le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 2014 a progressé de 7,2% à taux de change et périmètre constants, profitant d'une forte dynamique au Royaume-Uni et en Scandinavie.

Les activités à cycle long ou récurrentes, qui représentaient 67% du chiffre d'affaires (62% au 30 juin 2013), ont progressé de 16,1% : maintenance applicative +3,4%, gestion d'infrastructures informatiques +3,0%, *Business Process Services* +51%. Les activités de conseil et d'intégration de systèmes étaient en recul de 6,5%.

Au Royaume-Uni, le chiffre d'affaires du semestre a fortement augmenté (+19,6% à taux de change et périmètre constants). L'activité a été particulièrement soutenue dans le secteur public, notamment grâce à la montée en charge du contrat SSCL, mais également à la bonne dynamique dans la défense (+6%) et le *homeland security* (+26%). Le secteur télécommunications / utilities / transport a également fortement progressé alors que la Finance était en décroissance. Les activités de *Business Process Services* ont très fortement crû sur le semestre et représentaient au 30 juin 2014 plus de 50% du chiffre d'affaires de la zone. Les opportunités futures dans ce

domaine sont importantes comme en témoigne la décision du 24 juin 2014 des ministères de la Justice et de l'Intérieur britanniques de sélectionner Steria en tant que « *preferred framework supplier* » pour leur projet de plateforme de services partagés.

En France, le chiffre d'affaires a reculé de 3,7%. Les tendances ont été positives dans le secteur bancaire (+6%) et dans le secteur de l'énergie (+4%) alors que les télécommunications et le secteur public étaient en décroissance.

La performance du semestre a été impactée par la suspension de l'application de l'Ecotaxe décidée par l'Etat en 2013. Hors effets Ecotaxe, la variation du chiffre d'affaires sur le semestre aurait été en légère décroissance à -0,3%. Un accord a été signé le 27 juin 2014 entre Ecomouv' et l'Etat français afin de solutionner la situation engendrée par la décision de suspension. La signature de cet accord a pour effet de clarifier les conditions d'exécution du contrat dans ce nouveau contexte.

Par ailleurs, du fait de l'annonce le 8 avril 2014 du projet de rapprochement entre Sopra et Steria, l'application du programme de redressement « Ere 2016 », dont la contribution en termes d'économies de coûts en 2014 avait été estimée à 7 M€, a été suspendue.

En Allemagne, le chiffre d'affaires s'est contracté de 8,4%. La mise en place d'une nouvelle équipe de management en 2013 pour faire évoluer le *business model* historique s'est accompagnée du départ de certains consultants provoquant une diminution de chiffre d'affaires. Par ailleurs, des actions de réduction de coûts ont été engagées afin de recréer les conditions de rentabilité conforme au potentiel de cette zone.

Dans la zone Autre Europe, la progression organique du chiffre d'affaires a été de +11,1% profitant d'une croissance soutenue en Scandinavie. Le secteur bancaire (+8,8%), le secteur public (+12,8%) ainsi que le secteur télécommunication / utilities / transport (+10,5%) étaient bien orientés. Cette croissance s'est accompagnée d'un fort accroissement des effectifs sur le premier semestre engendrant une saisonnalité marquée dans l'amélioration attendue de la rentabilité de la zone sur l'année.

Résultat net du premier semestre 2014

La marge opérationnelle s'est établie à 53,8 M€ contre 45,7 M€ au 30 juin 2013, représentant une progression de 17,6% tirée par la hausse du résultat des activités en Grande Bretagne, les autres zones ayant subi une contraction.

Les autres produits et charges opérationnels du semestre (comprenant majoritairement des charges de restructuration) se sont élevés à -16,8 M€ (contre -16,0 M€ au premier semestre 2013).

Le résultat financier a été de -13,2 M€ (-12,1 M€ en 2013) et la charge d'impôt a été de 12,7 M€ (5,3 M€ en 2012).

Le résultat net part du groupe, intégrant la hausse de la charge d'impôt et des intérêts minoritaires, s'est établi à 0,9 M€ (7,4 M€ en 2013).

Situation financière

La progression du besoin en fonds de roulement au cours du semestre, notamment liée à la montée en charge du contrat SSCL pour un montant de 20 M€, est restée sous contrôle et permet de confirmer les objectifs annuels.

Au 30 juin 2014, la dette financière nette était de 260,2 M€ (280,7 M€ au 30 juin 2013) représentant 1,9x l'*EBITDA* (limite maximale : 2,5x) et le déficit des fonds de pension net d'impôts était de 211 M€, en réduction de 14 M€ par rapport au 31 décembre 2013.

Offre publique d'échange de Sopra visant les actions Steria

Le rapprochement amical de Sopra et de Steria, annoncé le 8 avril 2014, a pour ambition de créer un leader européen de la transformation numérique, avec un chiffre d'affaires 2013 pro forma de 3,1 Mds€ et un groupe de plus de 35 000 collaborateurs implanté dans 24 pays au service de grands clients internationaux. Ce rapprochement devrait générer des synergies opérationnelles de 62 M€ et a pour ambition de former une entité capable de générer une croissance organique forte avec pour objectif d'atteindre un chiffre d'affaires supérieur à 4 milliards d'euros et d'améliorer progressivement la marge opérationnelle d'activité pour s'approcher de 10 %.

Dans le cadre de l'offre publique d'échange, Société générale, agissant pour le compte de la société Sopra, a, le 10 juin 2014, déposé auprès de l'AMF un projet de note d'information établi. L'offre publique est libellée selon parité d'une (1) action Sopra à remettre en échange de quatre (4) actions Steria.

Un projet de note en réponse a été déposé auprès de l'AMF, le 10 juin 2014, par Groupe Stéria SCA, incluant en application des articles 261-1 et suivants du règlement général de l'AMF le rapport du cabinet Finexsi, représenté par Messieurs Lucas Robin et Olivier Peronnet, agissant en qualité d'expert financier indépendant, ainsi que l'avis motivé du conseil de surveillance. Le rapport de l'expert indépendant a conclu que la parité offerte est équitable d'un point de vue financier pour les associés de Steria. Le conseil de surveillance de Steria a adopté, à l'unanimité, un avis définitif favorable au projet de rapprochement avec Sopra Group et au projet d'offre publique d'échange tel qu'il lui ont été présentés, et considère que le projet d'offre publique d'échange, avec une parité d'échange d'une (1) action Sopra Group pour quatre (4) actions Steria Groupe est conforme, sans restriction ni réserve, aux intérêts de la Société, de ses actionnaires et de ses salariés. Il a recommandé aux actionnaires d'apporter leurs titres à l'offre.

Par une décision en date du 24 juin 2014, l'AMF a considéré que l'offre publique d'échange de Sopra visant les actions Steria était conforme, cette décision de conformité de l'AMF emportant visa de la note d'information de Sopra (visa AMF n°14-322). La note en réponse de Steria a également obtenu, le même jour, le visa de l'AMF (visa n°14-323). L'offre a été ouverte le 26 juin 2014.

Par lettre du 9 juin 2014, Soderi, associé commandité de Steria, s'est engagée à se retirer de sa qualité d'associé commandité de Steria en cas de suite positive de l'offre publique d'échange. Cette décision de retrait, prononcée dès le 7 avril 2014 et réitérée le 9 juin, doit prendre effet dès le premier règlement-livraison de l'offre publique. Cette décision de retrait prendra effet à la date du règlement-livraison de l'offre, prévu le 12 août 2014 dans le calendrier actuel, en cas de succès de celle-ci.

Calendrier indicatif de l'offre publique d'échange :

- 26 juin 2014 : ouverture de l'offre publique d'échange
- 30 juillet 2014 (inclus) : clôture de l'offre publique d'échange
- 12 août 2014 : règlement livraison des titres apportés

L'offre publique est soumise à la condition de la détention par Sopra de 60% du capital social et des droits de vote de Steria sur une base entièrement diluée. A cet égard, il est précisé que Sopra a conclu avec le FCPE Groupe Steriactions, le 10 juin 2014, un contrat d'apport par lequel le FCPE s'est engagé à apporter à Sopra, à la date du règlement-livraison de l'offre publique, soit le 12 août 2014, dans le cadre d'un apport en nature ou, à défaut, d'un apport à l'offre publique, l'intégralité des actions Steria qu'il détiendra à cette date, sous réserve de la réussite de l'offre.

En cas de succès de l'offre publique, celle-ci sera ré-ouverte le 18 août 2014 pendant une durée de 15 jours de bourse, selon le calendrier prévisionnel (clôture le 5 septembre (inclus) de l'offre publique ré-ouverte).

Les actionnaires de Steria souhaitant plus d'information sur l'Offre peuvent prendre connaissance des documents relatifs à l'offre publique d'échange visés par l'Autorité des Marchés Financiers et disponibles sur les sites Internet de l'Autorité des Marchés Financiers (www.amf-france.org), de Sopra Group (www.sopra.com) et de Steria (<http://investisseurs.steria.com>). La note d'information relative à l'offre publique d'échange établie par Sopra Group a reçu le visa de l'AMF n°14-322 en date du 24 juin 2014 et la note en réponse établie par Steria a reçu le visa de l'AMF n°14-323 en date du 24 juin 2014.

B – Perspectives sur le second semestre 2014 - Principaux risques et incertitudes

Sur la base de la performance du premier semestre et compte tenu des perspectives du second semestre, les objectifs 2014 du Groupe sont une croissance organique du chiffre d'affaires comprise entre +6% et +8% et une augmentation de la marge opérationnelle en valeur absolue de l'ordre de 10%.

Hormis les incertitudes liées à l'évolution des conditions économiques du marché, les principaux risques et incertitudes auxquels le groupe pourrait être confronté au second semestre 2014 sont ceux détaillés au Chapitre 5 du Document de référence 2013. Les évolutions concernant le projet Ecotaxe sont mentionnées en note 5.9 des annexes aux comptes semestriels figurant ci-après.

Concernant le « rapprochement amical Sopra – Steria » et comme précisé en page 5 ci-dessus , l'offre publique actuellement ouverte est soumise à la condition de la détention par Sopra de 60% du capital social et des droits de vote de Steria sur une base entièrement diluée. Le résultat de l'offre publique d'échange ne sera connu que le 6 août 2014 après publication par l'AMF de son avis de résultat.

C – Principales transactions entre les parties liées

Au 31 décembre 2013, les transactions significatives avec les parties liées étaient constituées des rémunérations du gérant et des membres du conseil de surveillance. Au premier semestre 2014, aucune variation significative dans la nature et les montants des transactions avec les parties liées n'est notée.

2. Comptes consolidés au 30 juin 2014

2.1 Compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/14	30/06/13
Chiffre d'affaires	4	940 778	873 794
Achats consommés et sous-traitances		(163 199)	(166 006)
Charges de personnel		(541 962)	(510 558)
Charges externes		(169 751)	(132 066)
Impôts et taxes		(10 781)	(11 420)
Autres produits d'exploitation		15 049	8 365
Autres charges d'exploitation		(355)	(99)
Dotations nettes aux amortissements		(18 028)	(17 987)
Dotations nettes aux provisions		(1 016)	(1 614)
Dotations nettes sur dépréciation des actifs circulants		(156)	211
Marge opérationnelle après amortissement des actifs incorporels reconnus dans le cadre de regroupements d'entreprises ⁽¹⁾		50 579	42 619
Autres produits opérationnels	5.15	756	679
Autres charges opérationnelles	5.15	(17 518)	(16 689)
Résultat opérationnel		33 817	26 605
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		4 376	4 194
Coût de l'endettement financier brut		(7 826)	(6 407)
<i>Coût de l'endettement financier net</i>	5.16	<i>(3 450)</i>	<i>(2 213)</i>
Autres produits financiers	5.16	2 025	617
Autres charges financières	5.16	(11 785)	(10 527)
Résultat financier		(13 210)	(12 123)
Charges d'impôt	5.4	(12 652)	(5 316)
Q-P de résultat des entreprises associées		108	113
Résultat net des activités poursuivies		8 063	9 280
Résultat net des activités abandonnées		-	-
Résultat net		8 063	9 280
Dont Part du Groupe		884	7 363
Dont Intérêts ne conférant pas le contrôle		7 179	1 917
Résultat par action (<i>en euros</i>) :	5.17		
- des activités poursuivies		0,03	0,24
- des activités abandonnées		-	-
Résultat dilué par action (<i>en euros</i>) :	5.17		
- des activités poursuivies		0,03	0,24
- des activités abandonnées		-	-

(1) Amortissement des relations clientèle reconnues dans le cadre des opérations de regroupements d'entreprises représentant (3 241) milliers d'euros au 30 juin 2014 et (3 129) milliers d'euros au 30 juin 2013.

ÉTAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/14	30/06/13
Résultat net		8 063	9 280
<i>Produits et charges non comptabilisés en résultat :</i>			
- Écarts de conversion sur entités étrangères		26 523	(34 110)
- Gains et pertes sur instruments financiers de couverture d'investissement net		(3 475)	3 328
• Dont gains / (pertes) encourus au cours de la période		(3 475)	3 328
• Moins : ajustement de reclassement des (gains) / pertes en compte de résultat		-	-
- Effets fiscaux des couvertures d'investissement net		693	(1 138)
- Gains et pertes sur instruments financiers de couverture de flux de trésorerie		4 353	1 269
• Dont gains / (pertes) encourus au cours de la période		493	(297)
• Moins : ajustement de reclassement des (gains) / pertes en compte de résultat		3 860	1 566
- Effets fiscaux des couvertures de flux de trésorerie		(1 481)	(463)
Total des produits et charges comptabilisés par capitaux propres et recyclables par le compte de résultat		26 612	(31 114)
- Réestimations des avantages du personnel postérieurs à l'emploi	5.8	21 122	62 359
- Effets fiscaux des réestimations des avantages du personnel postérieurs à l'emploi		(3 393)	(14 502)
Total des produits et charges comptabilisés par capitaux propres et non recyclables par le compte de résultat		17 729	47 857
Total des produits et charges non constatés en résultat, net d'impôt		44 341	16 743
Résultat global de la période		52 404	26 023
Dont Part du Groupe		44 446	24 065
Dont Intérêts ne conférant pas le contrôle		7 957	1 957

2.2 Bilan consolidé

Actif

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/14	31/12/13
Écarts d'acquisition	5.1	789 428	762 579
Immobilisations incorporelles	5.2	97 442	99 505
Immobilisations corporelles	5.3	52 341	52 871
Participations dans les entreprises associées		1 789	1 681
Actifs disponibles à la vente		1 055	878
Autres actifs financiers		5 405	4 427
Actifs d'impôts différés	5.4	93 094	95 480
Autres actifs non courants		2 003	4 233
Actif non courant		1 042 556	1 021 654
Stocks	5.5	22 689	21 039
Clients et comptes rattachés net	5.6	172 853	207 045
Montants dus par les clients	5.6	222 377	164 313
Autres actifs courants	5.6	68 491	58 672
Part < 1 an des actifs non courants	5.6	3 675	3 461
Actifs d'impôts exigibles	5.6	42 763	39 723
Paiements d'avance	5.6	54 034	35 065
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5.7	213 847	209 441
Actif courant		800 729	738 757
Actifs non courants destinés à être cédés	5.14	6 598	6 354
Total Actif		1 849 883	1 766 765

Passif

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/14	31/12/13
Capital émis		33 168	33 157
Prime d'émission		436 079	436 179
Actions propres		(34 384)	(34 729)
Écart de conversion		(129 419)	(151 879)
Autres réserves		118 661	91 229
Résultat de l'exercice		884	8 857
Capitaux propres Part du Groupe		424 989	382 813
Intérêts ne conférant pas le contrôle		15 453	9 855
Total des capitaux propres		440 442	392 668
Emprunts et dettes financières (> 1 an)	5.7	381 724	363 393
Engagements retraite et assimilés	5.8	274 640	291 369
Provisions pour risques et charges (> 1 an)	5.9	7 988	7 041
Passifs d'impôts différés	5.4	344	1 572
Autres passifs non courants	5.10	39 412	52 984
Passif non courant		704 108	716 358
Emprunts et dettes financières (< 1 an)	5.7	92 325	70 015
Provisions pour risques et charges (< 1 an)	5.9	22 360	29 740
Fournisseurs et comptes rattachés nets	5.11	190 463	171 205
Montants bruts dus aux clients	5.11	67 963	60 351
Avances et acomptes reçus	5.11	6 234	11 017
Passifs d'impôt exigible	5.11	48 645	41 348
Autres passifs courants	5.11	276 677	273 420
Passif courant		704 666	657 097
Passifs liés à des actifs non courants destinés à être cédés	5.14	667	642
Total Passif		1 849 883	1 766 765

2.3 Tableau des flux de trésorerie consolidé

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/14	30/06/13
Résultat net		8 063	9 280
Ajustements :			
Élimination du résultat des entreprises associées		(108)	(113)
Dotations nettes aux amortissements et provisions		17 832	23 186
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés		193	70
Profits et pertes de réévaluation à la juste valeur		(243)	(2 256)
Plus et moins-values de cession		491	885
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôts		26 227	31 052
Dividendes de titres non consolidés		-	(23)
Coût de l'endettement financier net		3 450	2 213
Charge d'impôts (y compris impôts différés)		12 652	5 316
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts		42 330	38 558
Moins impôts versés		(9 991)	(11 231)
Variation du BFR lié à l'activité	5.12	(47 111)	8 801
Flux net de trésorerie généré par l'activité		(14 771)	36 128
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles		(4 305)	(7 633)
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles		(8 032)	(8 635)
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières		95	(67)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		42	35
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières (titres non consolidés)		345	43
Prêts et avances consentis		(1 387)	(355)
Remboursements reçus sur prêts et avances consentis		839	78
Incidence de variations de périmètre			
- Acquisition de sociétés consolidées, trésorerie acquise déduite	3	(1 609)	-
- Cession d'activités et de sociétés consolidées, sous déduction de la trésorerie cédée		-	-
Intérêts financiers nets reçus		56	209
Dividendes reçus (sociétés mises en équivalence, titres non consolidés)		-	23
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(13 956)	(16 302)
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentation de capital		-	-
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice :			
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère et assimilés ⁽¹⁾		-	(8 690)
- Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		-	-
Cessions/(acquisition) d'actions propres		318	(610)
Encaissements liés aux nouveaux emprunts		72 899	187 131
Remboursement d'emprunts		(44 861)	(35 470)
Remboursement de l'obligation convertible hybride		-	(152 434)
Contributions additionnelles liées aux engagements de retraite à prestations définies	5.8	(9 637)	(7 824)
Intérêts financiers versés		1 084	143
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		19 803	(17 754)
Incidence des flux de trésorerie des activités abandonnées		-	-
Incidence de la variation des taux de change		10 749	1 593
Variation de la trésorerie		1 824	3 665
Trésorerie d'ouverture		207 543	144 291
Trésorerie de clôture	5.7	209 368	147 956

(1) Dont coupon versé au titre des obligations subordonnées à durée indéterminée et à option de conversion et/ou échange en actions nouvelles : (8 690) milliers d'euros en 2013.

2.4 Variation des capitaux propres

(en milliers d'euros)	Nombre d'actions émises	Capital social	Primes	Actions propres	Obligations convertibles hybrides subordonnées	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes constatés directement en capitaux propres	Capitaux propres – Part du Groupe	Capitaux propres – Intérêts ne conférant pas le contrôle	Total Capitaux propres
Au 1^{er} janvier 2013	31 879 729	31 880	424 672	(35 418)	150 285	356 320	(423 017)	504 722	5 763	510 484
Augmentation de capital										
Dividendes						(6 732)		(6 732)		(6 732)
Valorisation des paiements fondés en actions						65		65	6	70
Opérations sur actions propres				41		(456)		(415)		(415)
Autres					(150 285)	(2 149)		(152 434)		(152 434)
Gains et pertes sur instruments financiers de couvertures							807	807	(1)	806
Réestimations des avantages du personnel postérieurs à l'emploi							47 509	47 509	348	47 857
Variation des écarts de conversion							(31 613)	(31 613)	(307)	(31 920)
Résultat net						7 363		7 363	1 917	9 280
Au 30 juin 2013	31 879 729	31 880	424 672	(35 377)	-	354 411	(406 314)	369 270	7 726	376 996
Augmentation de capital										
Dividendes	1 276 963	1 277	11 507			(77)		12 706		12 706
Valorisation des paiements fondés en actions						2 674		2 674	17	2 692
Opérations sur actions propres				647		(210)		437		437
Autres						(770)		(769)	(36)	(805)
Gains et pertes sur instruments financiers de couvertures							(2 199)	(2 199)	(20)	(2 218)
Réestimations des avantages du personnel postérieurs à l'emploi							2 489	2 489	275	2 764
Variation des écarts de conversion							(3 581)	(3 581)	(76)	(3 657)
Résultat net						1 494		1 494	1 969	3 463
Au 31 décembre 2013	33 156 692	33 157	436 179	(34 729)	-	357 811	(409 604)	382 813	9 855	392 668
Augmentation de capital										
Dividendes	11 138	11	(100)			(11)		(100)		(100)
Valorisation des paiements fondés en actions						187		187	6	193
Opérations sur actions propres				346		(88)		258		258
Autres						826		826	(2 403)	(1 577)
Gains et pertes sur instruments financiers de couvertures							2 834	2 834	38	2 871
Réestimations des avantages du personnel postérieurs à l'emploi							18 231	18 231	(502)	17 729
Variation des écarts de conversion							22 460	22 460	1 281	23 741
Résultat net						884		884	7 179	8 063
Au 30 juin 2014	33 167 830	33 168	436 079	(34 384)	-	356 205	(366 080)	424 988	15 453	440 442

Le capital social de Groupe Steria SCA est divisé en 33 167 830 actions d'une valeur nominale de 1 euro chacune.

Le dividende net par action 2013 versé en 2014 s'est élevé à 0,10 euro par action (hors quote-part de résultat versé à l'Associé commandité soit 89 milliers d'euros).

Les actions propres sont détenues principalement par les trusts anglais intégrés dans le périmètre de consolidation à hauteur de 1 423 324 actions de Groupe Steria SCA et par l'entité mère du Groupe, Groupe Steria SCA (18 694 actions).

2.5 Notes aux états financiers consolidés condensés

Note 1 Principes comptables

Note 1.1 Normes appliquées

Les états financiers consolidés de Groupe Steria SCA au 30 juin 2014 comprennent la société Groupe Steria SCA et ses filiales (l'ensemble désigné «Le Groupe») et la quote-part du Groupe dans les entreprises associées.

Les comptes consolidés condensés de Groupe Steria SCA au 30 juin 2014 sont établis conformément à la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS, publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptée dans l'Union européenne, relative à l'information financière intermédiaire et disponible sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Les états financiers consolidés du Groupe au premier semestre 2014 sont arrêtés par la Gérance après consultation du Conseil de surveillance en date du 24 juillet 2014.

Les principes comptables et les modalités de calcul adoptés pour établir les comptes consolidés condensés au 30 juin 2014 sont identiques à ceux adoptés dans les comptes consolidés au 31 décembre 2013 (la description de ces principes et modalités est présentée dans les notes aux états financiers consolidés au 31 décembre 2013 note 1), à l'exception des dispositions spécifiques d'IAS 34.

De nouvelles normes, amendements et interprétations ont été adoptés et sont d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2014. Ils sont les suivants :

- IAS 28 révisée - *Participations dans les entités associées et joint-ventures* ;
- IFRS 10 - *Etats financiers consolidés* ;
- IFRS 11 – *Partenariats* ;
- IFRS 12 - *Informations sur les participations dans d'autres entités* ;
- Amendement IAS 36 – *Dépréciations d'actifs - Informations sur la valeur recouvrable des actifs non-financiers*.

L'application de ces textes n'a pas d'incidence sur les états financiers consolidés.

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée dans les états financiers consolidés intérimaires au 30 juin 2014 des textes suivants publiés par l'IASB et approuvés par l'Union Européenne :

- IFRIC 21 – *Levies* (taxes prélevées par une autorité publique).

Au stade actuel de ses travaux d'analyse, le Groupe n'anticipe pas d'impacts significatifs sur les états financiers consolidés liés à son application.

En outre, le Groupe n'applique pas les textes suivants, qui n'ont pas encore été adoptés par l'Union Européenne au 30 juin 2014 :

- IFRS 9 - Instruments financiers.

Le Groupe estime qu'à ce stade de l'analyse, son impact ne peut être connu avec une précision suffisante.

Note 1.2 Jugements et estimations significatifs

La préparation des états financiers du Groupe requiert le recours du management à des jugements, estimations et hypothèses qui ont un impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers en qualité d'actifs et de passifs, de produits et de charges, ainsi que sur les informations communiquées sur les passifs éventuels.

Le dénouement des opérations sous-jacentes à ces estimations et hypothèses pourrait éventuellement résulter, en raison de l'incertitude attachée à ces dernières, en un ajustement significatif des montants comptabilisés au cours d'une période subséquente.

L'utilisation de jugements et d'estimations revêt une importance particulière sur les thèmes suivants :

- comptabilisation des contrats (en particulier estimation de la marge à terminaison),
- engagements de retraite et assimilés,
- provisions pour risques et charges,
- valeur recouvrable des immobilisations incorporelles et corporelles et notamment des écarts d'acquisition,
- actifs d'impôts différés,
- dettes sur détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle.

Note 2 Rapprochement amical Sopra - Steria

Le 8 avril 2014, Sopra Group et Groupe Steria annonçaient leur intention de se rapprocher afin de créer un leader européen des services du numérique avec un revenu combiné de 3,1 milliards d'euros (base proforma 2013) et une implantation dans 24 pays regroupant plus de 35 000 professionnels.

Ce projet de rapprochement a pris la forme d'une offre publique d'échange amicale et volontaire initiée par Sopra sur la totalité des actions de Steria sur la base d'une action Sopra pour quatre actions Steria.

Le 26 juin 2014, l'offre a été ouverte.

Le 27 juin 2014, l'Assemblée générale mixte annuelle de Sopra a approuvé l'émission d'actions Sopra en rémunération des apports à l'offre.

La Commission Européenne a autorisé, au titre du contrôle des concentrations entre entreprises, l'opération le 14 juillet 2014.

L'offre sera close le 30 juillet 2014. Elle sera suivie, au mois d'août, par la publication, par l'AMF, de l'avis de résultat définitif de l'offre, puis par le règlement-livraison. En cas de succès de l'offre initiale, elle sera ré-ouverte pour une deuxième période se clôturant au 5 septembre 2014. Le succès de l'offre initiale est soumis à la condition suspensive suivante : apport à l'offre des actions Groupe Steria SCA représentant au moins 60% du capital social et des droits de vote sur une base totalement diluée.

Au 30 juin 2014 ainsi qu'au 24 juillet 2014, date d'arrêt des comptes du premier semestre par la Gérance de Groupe Steria SCA après consultation du Conseil de Surveillance, la probabilité de réussite de l'offre n'est pas mesurable, elle ne le sera qu'après la clôture de l'offre initiale, soit au plus tôt le 30 juillet 2014.

L'opération en cours n'a aucun impact sur les comptes intermédiaires au 30 juin 2014 et notamment sur les principaux jugements et estimations auxquels le management a eu recours pour la préparation de ces états financiers intermédiaires :

- valeur recouvrable des immobilisations incorporelles et corporelles et notamment des écarts d'acquisition,
- actifs d'impôts différés,
- provisions pour risques et charges,
- comptabilisation des contrats clients,
- engagements de retraite et assimilés.

Par ailleurs, les lignes de financement du Groupe, crédit syndiqué, titrisation et emprunt obligataire, comprennent des clauses de remboursement anticipé en cas de changement de contrôle du Groupe. Pour chacune d'entre elles, les établissements financiers prêteurs se sont engagés à y renoncer, soit formellement, soit en exprimant un accord de principe, en cas de succès de l'offre publique d'échange initiée par Sopra.

L'offre publique d'échange sera immédiatement suivie d'opérations de réorganisation et de fusion en France faisant partie intégrante du projet de regroupement tel qu'indiqué dès l'annonce de l'opération publiée le 8 avril 2014. Il est prévu qu'elles soient réalisées avant le 31 décembre 2014 afin de permettre une intégration opérationnelle entre les deux groupes la plus rapide possible et de dégager les synergies annoncées. La procédure d'information-consultation des instances représentatives du personnel de Sopra et de Steria est en cours. A l'issue de celle-ci, la fusion-absorption de Groupe Steria SCA par Sopra Steria Group sera soumise à l'approbation des assemblées générales extraordinaires des sociétés concernées.

La principale conséquence comptable attendue à ce jour de ces opérations serait de ne plus pouvoir reconnaître une partie significative des impôts différés actifs sur report déficitaire en France, compte tenu des règles fiscales en la matière ne permettant le transfert que de certains déficits fiscaux. Au 30 juin 2014, les reports déficitaires de Groupe Steria SCA, holding tête de groupe, s'élève à 101 millions d'euros et ceux de Steria SA, filiale opérationnelle en France, à 64 millions d'euros. Une demande d'agrément pour le transfert de ces déficits est en préparation et sera déposée dès que l'avancement des processus d'offre et de fusion le permettra.

A ce titre, la reconnaissance par le Groupe d'impôts différés actifs sur pertes fiscales issues de l'intégration fiscale française n'a pas été remise en cause au 30 juin 2014.

Note 3 Périmètre de consolidation

Au 28 février 2014, le Groupe a acquis, en France, l'intégralité des actions de la société Beamap, société de conseil et d'architecture spécialiste du Cloud Computing. Ce rachat s'inscrit dans le cadre des investissements du Groupe dans le Cloud et permettra d'accompagner au mieux les clients dans le conseil, la maîtrise d'œuvre et le déploiement de leurs projets Cloud.

Le prix d'acquisition des titres Beamap est de 2 775 milliers d'euros dont 1 825 milliers ont été décaissés à la date de prise de contrôle, les 950 milliers d'euros restants à payer constituant une dette opérationnelle courante. La juste valeur de l'actif net acquis s'élève à 640 milliers d'euros et a donc entraîné la reconnaissance d'un écart d'acquisition provisoire de 2 135 milliers d'euros. Le Groupe est en cours d'évaluation des actifs acquis et des passifs assumés. Il dispose d'un délai de douze mois après la date d'acquisition pour modifier les valeurs initialement comptabilisées dans le cadre du regroupement.

Les flux de trésorerie générés par Beamap ne sont pas indépendants de ceux du secteur opérationnel France. La société a donc été intégrée dans l'unité génératrice de trésorerie France.

Le 1^{er} novembre 2013, le Groupe avait intégré globalement la société SSCL (Shared Services Connected Limited). Suite à un appel d'offre majeur avec le gouvernement britannique pour transformer les activités de support (back office) de différents ministères, remporté au Royaume-Uni par le Groupe, une société commune, SSCL, avait été mise en place entre Steria Ltd, principale filiale opérationnelle du Groupe au Royaume-Uni, et le Cabinet Office.

Elle porte les contrats conclus avec les différents organismes publics client. Le Groupe en détient 75% (le Cabinet Office 25%) et dispose du contrôle.

Dans le cadre de l'accord qu'il a conclu avec le Cabinet Office, le Groupe lui a accordé un droit de vente des actions qu'il détient dans la société commune SSCL. Ce droit est exerçable du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2023. A ce titre, le Groupe a reconnu un autre passif non courant qu'il a valorisé 10 382 milliers d'euros au 30 juin 2014 (9 790 milliers d'euros au 31 décembre 2013).

Les flux de trésorerie générés par SSCL ne sont pas indépendants de ceux du secteur opérationnel Royaume-Uni et la mise en œuvre de ce contrat va accroître les synergies entre sociétés de cette zone géographique. De ce fait, SSCL a été intégrée à l'unité génératrice de trésorerie Royaume-Uni.

Note 4 Information sectorielle

En application d'IFRS 8 « Secteurs opérationnels », les informations présentées sont fondées sur le *reporting* interne utilisé par la Gérance pour l'évaluation de la performance des différents secteurs. Le résultat sectoriel de référence est la marge opérationnelle avant frais de Groupe et amortissements des relations clientèle. Les frais de Groupe représentent les frais des fonctions centrales et de marques qui sont refacturés aux secteurs opérationnels.

Groupe Steria SCA est géré selon sept secteurs opérationnels représentatifs de périmètres géographiques. Il exerce son activité dans trois pays majeurs : la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne. Les autres périmètres constitués de la Scandinavie (Norvège, Suède, Danemark), du Belux (Belgique, Luxembourg), de la Suisse et de la Pologne sont regroupés dans une zone géographique commune dénommée « Autre Europe » pour les besoins de présentation d'IFRS 8. Les sociétés du Groupe exercent majoritairement leurs activités dans leurs pays de localisation. Toutefois, des activités en Afrique du Nord sont exercées par Steria France s'agissant essentiellement de prestations *nearshore* pour des clients français. D'autres le sont en Autriche par Steria Mummert Consulting AG (Allemagne). Leur taille n'étant pas encore significative, celles-ci ont été conservées dans la zone géographique de rattachement de leur management.

L'Inde dont l'activité repose, pour l'essentiel, sur la fourniture de services industrialisés, utilisant des ressources offshore, au profit principalement de clients gérés par le secteur Royaume-Uni est présentée avec ce dernier. Les activités en Asie sont également placées sous le contrôle opérationnel du Royaume-Uni.

Chaque secteur exerce son activité sur deux métiers :

- le Conseil et l'Intégration de systèmes, dont l'activité vise à concevoir, développer, tester, mettre en œuvre, maintenir et faire évoluer des applications informatiques. Ce secteur regroupe le Conseil, l'Intégration de Système, les activités de Test, la Maintenance Applicative et les éventuelles ventes de matériel ;
- l'Infogérance qui consiste à gérer tout ou partie de l'infrastructure informatique d'une entreprise ou de ses processus métier (*Business Process Outsourcing*).

Les colonnes du tableau ci-dessous reprennent les chiffres propres de chaque secteur. Ceux-ci sont représentatifs de composantes du Groupe indépendantes percevant des produits et supportant des charges, dont les résultats opérationnels sont régulièrement suivis par la Gérance et pour lesquelles des informations financières distinctes sont disponibles.

La colonne « Éléments de rapprochements » regroupe les éliminations internes au Groupe et les frais de Groupe. Elle permet de réconcilier les données sectorielles avec les états financiers du Groupe.

Premier semestre 2014

(en milliers d'euros)	Éléments de rapprochement					Total Groupe
	France	Royaume- Uni	Allemagne	Autre Europe	Éliminations	
Chiffre d'affaires externe	268 354	424 676	108 870	138 878		940 778
<i>% du Chiffre d'affaires</i>	28,5%	45,1%	11,6%	14,8%		100,0%
Ventes inter secteurs	996	4 823	1 266	11 057	(18 142)	-
Chiffre d'affaires total	269 350	429 499	110 136	149 935	(18 142)	940 778
Marge opérationnelle	1 690	45 491	4 488	8 259		(6 107)
<i>Taux de rentabilité opérationnelle</i>	0,63%	10,71%	4,12%	5,95%		5,72%
Amortissement des relations clientèle issues de regroupements d'entreprises						(3 241)
Marge opérationnelle après amortissement des actifs incorporels reconnus dans le cadre de regroupements d'entreprises						50 579
<i>Taux de rentabilité opérationnelle</i>						5,38%
Résultat opérationnel						33 817
Coût de l'endettement financier net						(3 450)
Autres produits et charges financiers						(9 760)
Charges d'impôts						(12 652)
QP de résultat des entreprises associées						108
Résultat net des activités abandonnées						-
Résultat net						8 063
Part du Groupe						884
Effectifs :						
Nombre moyen de collaborateurs	6 265	9 562	1 579	1 955		96
<i>Dont en Inde</i>		4 488				
Nombre total de collaborateurs (en fin de période)	6 291	9 447	1 586	1 981		97
<i>Dont en Inde</i>		4 405				

Premier semestre 2013

(en milliers d'euros)	Éléments de rapprochement					Total Groupe
	France	Royaume- Uni	Allemagne	Autre Europe	Éliminations	
Chiffre d'affaires externe	278 723	344 022	118 887	132 162		873 794
% du Chiffre d'affaires	31,9 %	39,4 %	13,6 %	15,1 %		100 %
Ventes inter secteurs	625	5 417	1 789	9 000	(16 830)	-
Chiffre d'affaires total	279 348	349 439	120 676	141 162	(16 830)	873 794
Marge opérationnelle	6 187	27 001	7 831	9 388		(4 659)
Taux de rentabilité opérationnelle	2,22 %	7,85 %	6,59 %	7,10 %		5,24 %
Amortissement des relations clientèle issues de regroupements d'entreprises						(3 129)
Marge opérationnelle après amortissement des actifs incorporels reconnus dans le cadre de regroupements d'entreprises						42 619
Taux de rentabilité opérationnelle						4,88 %
Résultat opérationnel						26 605
Coût de l'endettement financier net						(2 213)
Autres produits et charges financiers						(9 910)
Charges d'impôts						(5 316)
QP de résultat des entreprises associées						113
Résultat net des activités abandonnées						-
Résultat net						9 280
Part du Groupe						7 363
Effectifs :						
Nombre moyen de collaborateurs	6 266	9 275	1 672	1 700		19 014
Dont en Inde		5 085				5 085
Nombre total de collaborateurs (en fin de période)	6 367	9 141	1 654	1 739		19 002
Dont en Inde		4 939				4 939

Sur chaque métier, les produits et services provenant de clients externes se répartissent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	30/06/14	30/06/13 (1)
Chiffre d'affaires Conseil et Intégration de systèmes	434 120	457 638
Chiffre d'affaires Infogérance	506 658	416 156
Chiffres d'affaires du Groupe	940 778	873 794

(1) Chiffre d'affaires tel que publié le 29 juillet 2013 mais réparti selon la structure organisationnelle 2014

Aucun des clients ne représente plus de 10 % du chiffre d'affaires du Groupe.

Note 5. Explications sur les états financiers consolidés

Remarque préliminaire : tous les montants sont exprimés en milliers d'euros, sauf précision contraire.

Note 5.1 Écarts d'acquisition

(en milliers d'euros)	Valeurs 31/12/13	Acquisition	Dépréciations	Écarts de conversion	Valeurs 30/06/14
Royaume-Uni	620 742			24 938	645 680
France	11 335	2 135		3	13 474
Allemagne	88 274				88 274
Scandinavie	28 938			303	28 635
Belux	5 581				5 581
Suisse	7 708			76	7 784
Total Écarts d'acquisition	762 579	2 135		24 714	789 428

Le 8 avril dernier, Sopra et Steria annonçaient leur projet de rapprochement amical réalisé par le lancement d'une offre publique d'échange par Sopra sur la totalité des titres Steria sur la base d'une action Sopra pour quatre actions Steria. Celle-ci représentait en date du 4 avril 2014 une contre-valeur de 22 € par action Steria. Cette valorisation permet de soutenir la valeur nette comptable des actifs du Groupe, y compris ses écarts d'acquisition.

Par ailleurs, au Royaume-Uni, les prévisions de trésorerie ont été confirmées et le Groupe a conclu en l'absence d'indicateur de perte de valeur.

En Allemagne et en France, les performances opérationnelles se sont éloignées des hypothèses de budget ce qui pourrait constituer un indicateur de perte de valeur. La mise à jour des tests de valeur ainsi qu'un changement raisonnablement possible des hypothèses clés de valorisation ne fait pas apparaître de risque de perte de valeur.

Pour les autres unités génératrices de trésorerie et eu égard au montant des écarts d'acquisition, le Groupe n'a pas identifié d'indicateur de perte de valeur et n'a donc pas procédé à des tests.

Note 5.2 Immobilisations incorporelles

Les acquisitions d'immobilisations incorporelles s'élevaient au premier semestre à 5 840 milliers d'euros. Elles consistent principalement en des licences et des développements d'applications structurantes que Groupe Steria SCA continue à mettre en œuvre pour ses besoins propres et ceux de ses filiales dans le cadre de l'amélioration de l'efficacité et de la réduction des coûts du Groupe.

Les autres variations ayant affecté les immobilisations comprennent principalement les dotations aux amortissements à hauteur de 10 511 milliers d'euros dont 2 468 milliers d'euros relatifs à la relation clientèle issue de l'acquisition de Xansa et 773 milliers d'euros relatifs à celle issue de la prise de contrôle de NHS SBS et les variations de change pour 1 932 milliers d'euros.

Note 5.3 Immobilisations corporelles

Les acquisitions d'immobilisations corporelles s'élevaient au premier semestre à 7 115 milliers d'euros et consistent principalement en des acquisitions de matériels informatiques pour 3 997 milliers d'euros et en des agencements de locaux pour 2 059 milliers d'euros.

Les autres mouvements comprennent essentiellement des amortissements pour 7 503 milliers d'euros et les variations de change pour 704 milliers d'euros.

Note 5.4 Impôts sur le résultat

(en milliers d'euros)	30/06/14	30/06/13
Impôt exigible	(14 605)	(10 827)
Impôt différé	1 953	5 511
Charges d'impôt	(12 652)	(5 316)
Taux d'imposition effectif	61,40 %	36,70 %

Compte tenu du contexte économique difficile en France et de l'horizon de recouvrabilité très long, le Groupe a choisi de ne pas activer de déficits fiscaux reportables réalisés sur la période. Le montant des impôts différés actifs non reconnus à ce titre s'élève à 11 867 milliers d'euros.

Par ailleurs, le taux d'imposition au Royaume-Uni a diminué et s'élève sur la période à 21,50%.

Le Groupe a fait l'objet d'un contrôle fiscal en France, toujours objet d'une contestation, et peut être soumis à des contrôles fiscaux dans d'autres pays. Au cours du premier semestre 2014, aucune provision complémentaire n'a été comptabilisée.

Note 5.5 Stocks et travaux en cours

Les stocks et travaux en cours s'élevaient au 30 juin 2014 à 22 689 milliers d'euros en valeur nette (21 039 milliers d'euros au 31 décembre 2013).

Ils sont constitués des coûts relatifs aux encours de services engagés lors de la phase de démarrage d'importants contrats principalement en France (18 228 milliers d'euros au 30 juin 2014) et dans une moindre mesure au Royaume-Uni (4 234 milliers d'euros au 30 juin 2014). Leur variation au 1er semestre 2014 s'explique principalement par une diminution de 1 973 milliers d'euros des coûts de transition en France et au Royaume-Uni reconnus en compte de résultat, et par de nouveaux coûts activés à hauteur de 4 742 milliers d'euros, principalement au Royaume-Uni (essentiellement les coûts de transition des contrats supportés par SSCL).

Par ailleurs, en date du 31 décembre 2013, le Groupe a décidé, en France, de capitaliser les coûts afférents à des prestations de services réalisées sur le projet Ecotaxe. Au 30 juin 2014, elles représentent une valeur de 10 117 milliers d'euros, montant équivalent à celui au 31 décembre 2013.

Note 5.6 Clients et autres débiteurs

(en milliers d'euros)	30/06/14	31/12/13
Créances clients- Valeur brute	174 206	208 249
Dépréciations	(1 353)	(1 205)
Clients et comptes rattachés	172 853	207 045
Montants dus par les clients	222 377	164 313
Avances et acomptes versés	1 076	1 219
Créances sur personnel et organismes sociaux et fiscaux	61 768	53 989
Autres débiteurs en valeur brute	5 419	3 941
Instruments financiers dérivés – Taux ⁽¹⁾	-	-
Instruments financiers dérivés – Change ⁽¹⁾	237	282
Dépréciations	(9)	(760)
Autres actifs courants	68 491	58 672
Parts à – 1 an des actifs non courants	3 675	3 461
Actifs d'impôts exigibles	42 763	39 723
Paievements d'avance	54 034	35 065
Clients et autres débiteurs	564 193	508 278

(1) Cf note 5.13

Les montants dus par les clients représentent les prestations réalisées mais non encore facturées.

Le Groupe a procédé à une cession de créances commerciales en France pour une valeur de 18 568 milliers d'euros au mois de juin 2014. Par ailleurs, le Groupe a également cédé en France sa créance 2013 de Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) pour 5 818 milliers d'euros.

Au cours de l'année 2013, le Groupe avait procédé à des cessions de créances commerciales en France, l'une au cours du mois de juin pour une valeur de 29 717 milliers d'euros, l'autre au cours du mois de décembre pour un montant de 17 431 milliers d'euros.

Ces opérations, sans recours, ont permis de transférer la quasi-totalité des risques et avantages associés aux actifs aux cessionnaires et ces créances sont décomptabilisées du bilan.

Au cours du mois de décembre 2013, le Groupe avait mis en œuvre un programme de titrisation de créances commerciales pour une durée de 5 ans. Il est géré centralement par Groupe Steria SCA et permet à certaines entités opérationnelles au Royaume-Uni et en France de céder mensuellement un volume global de créances pouvant atteindre un équivalent maximum de 80 millions d'euros, sans recours. L'organisation et la structure du programme permet de transférer la quasi-totalité des risques et avantages associés aux actifs et donc de les déconsolider.

Au 30 juin 2014, le montant des créances déconsolidées au travers de ce programme s'élève à 18 779 milliers d'euros en France et à 31 765 milliers d'euros au Royaume-Uni. Par ailleurs, des créances pour une valeur de 6 395 milliers d'euros ont été cédées et financées, mais n'ont pas été décomptabilisées donnant ainsi lieu à la comptabilisation d'une dette financière à hauteur du même montant.

Au 31 décembre 2013, le Groupe avait cédé et déconsolidé par ce programme 24 204 milliers d'euros de créances en France et 25 669 milliers d'euros au Royaume-Uni. Par ailleurs, des créances pour une valeur de 6 841 milliers d'euros avaient été cédées et financées, mais n'avaient pas été décomptabilisées donnant ainsi lieu à la reconnaissance d'une dette financière à hauteur du même montant.

Pour les opérations de cession de créances comme pour le programme de titrisation, le niveau d'implication continue du Groupe dans les actifs cédés est restreint à leur gestion administrative, recouvrement et rétrocession aux cessionnaires.

Note 5.7 Endettement financier net

La trésorerie nette est déterminée de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	30/06/14	31/12/13
Valeurs mobilières de placement et autres placements	133 195	138 612
Disponibilités	80 652	70 829
Trésorerie et équivalent de trésorerie	213 847	209 441
Concours bancaires courants	(4 479)	(1 898)
Trésorerie nette figurant au tableau de flux de trésorerie	209 368	207 543

Les valeurs mobilières de placement et autres placements sont constitués de placements monétaires à court terme, de dépôts à court terme et d'avance de fonds dans le cadre du contrat de liquidité. Ces placements sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Steria India contribue à la trésorerie nette à hauteur de 114 733 milliers d'euros. En cas de rapatriement sous forme de dividendes de cette trésorerie, une retenue à la source devrait être appliquée (estimée à ce jour à 17%).

Une partie des disponibilités de la société NHS SBS est dédiée à la réalisation d'avances à des structures clientes de sa plateforme de production dans le cadre de leurs opérations de transition pour un montant de 19 655 milliers d'euros au 30 juin 2014.

Les emprunts et dettes financières figurant au bilan et l'endettement net sont les suivants :

(en milliers d'euros)	31/12/13	Variation de périmètre	Variations nettes de l'exercice	30/06/14
Emprunt obligataire	178 544		145	178 689
Emprunts auprès des établissements de crédit	184 849		18 186	203 035
Autres dettes financières	-			-
Total emprunts et dettes financières à + 1 an (a)	363 393		18 332	381 724
Emprunts auprès des établissements de crédit	41 706		7 252	48 958
Intérêts courus sur emprunts	5 622		3 717	9 339
Autres dettes assimilées	20 789		8 760	29 549
Concours bancaires courants	1 898		2 583	4 479
Total emprunts et dettes financières à - 1 an (b)	70 015		22 311	92 325
Total emprunts et dettes financières (c) = (a) + (b)	433 407		40 643	474 049
Total trésorerie et équivalent de trésorerie (d)	209 441	216	4 190	213 847
Endettement net (e) = (c) - (d)	223 966	(216)	36 453	260 203

Au 23 juin 2014, le Groupe a procédé au remboursement d'une échéance du crédit syndiqué multidevises soit 29 855 milliers d'euros et 9 703 milliers de livres sterling. L'emploi ou le remboursement de sa part renouvelable explique principalement les autres variations des emprunts auprès des établissements de crédit.

Au cours du mois de décembre 2013, le Groupe a mis en œuvre un programme de titrisation de créances commerciales d'un montant maximum de 70 millions d'euros, puis porté à 80 millions d'euros (cf. note 5.9 Clients et autres débiteurs), sans recours. Le montant net déconsolidé au 30 juin 2014 s'élève à 50 544 milliers d'euros.

Par ailleurs, les opérations de transformation des activités de support auprès du gouvernement britannique menées par la filiale SSCL ont nécessité des emplois de trésorerie s'élevant à 16 110 milliers d'euros.

Les variations de change contribuent également à la diminution de l'endettement net à hauteur de 5 316 milliers d'euros (dont 10 749 milliers d'euros impactant la trésorerie et les équivalents de trésorerie).

Les conditions bancaires auxquelles sont assujettis le crédit syndiqué, l'emprunt obligataire et le programme de titrisation comprennent notamment l'engagement de respecter des covenants financiers.

Deux ratios financiers, calculés semestriellement sur la base des comptes consolidés publiés, sur une base glissante de 12 mois sont à respecter dans le cas de la dette bancaire. Pour l'emprunt obligataire et le programme de titrisation de créances commerciales, les deux ratios financiers s'appliquent une fois par an sur la base des comptes consolidés annuels publiés :

- le premier, dit ratio de levier (*leverage*) qui calcule le rapport dette nette/Ebitda ;
- le second, dit ratio de couverture des intérêts (*interest coverage*) qui calcule le rapport EBIT/coût de l'endettement financier net.

Le premier ratio financier, dit ratio de levier (*leverage*), qui calcule le rapport dette nette/Ebitda ne doit pas dépasser, à chaque date de calcul, 2,50.

La dette nette désigne, sur une base consolidée, l'ensemble des emprunts et dettes financières assimilées (excluant les dettes intra-groupes) diminué de la trésorerie et équivalents de trésorerie disponibles.

L'Ebitda est la marge opérationnelle avant amortissement des relations clientèle consolidée majorée des dotations aux amortissements et provisions courantes.

Le second ratio financier, dit ratio de couverture des intérêts (*interest cover*) qui calcule le rapport EBIT/Coût de l'endettement financier net, ne doit pas être inférieur, à chaque date de calcul, à 5.

L'EBIT est la marge opérationnelle consolidée avant amortissements des relations clientèle liées à l'acquisition, recalculée sur une base de douze mois glissants.

Le coût de l'endettement financier net est également recalculé sur une base de douze mois glissants.

Au 30 juin 2014, ces covenants financiers sont respectés.

Le Groupe dispose :

- de lignes de financement bancaires s'élevant à un équivalent euro de 389,1 millions d'euros qui sont utilisées à hauteur de 21,6% au 30 juin 2014. Ces lignes sont à taux variables et font l'objet de couverture du risque de taux d'intérêts (cf. note 5.13).
- de l'emprunt obligataire de 180 millions d'euros, utilisé intégralement et rémunéré à taux fixe.
- du programme de titrisation de créances commerciales utilisé à hauteur de 68,0 millions d'euros

Note 5.8 Engagements retraite et assimilés

Les engagements retraite et assimilés se décomposent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	30/06/14	31/12/13
Avantages postérieurs à l'emploi	266 873	283 109
Autres avantages à long terme	7 767	8 260
Engagements retraite et assimilés	274 640	291 369

Les avantages postérieurs à l'emploi couvrent les engagements du Groupe vis-à-vis de ses employés au titre des Indemnités de Fin de Carrière en France et en Pologne, au titre des régimes de retraite à prestations définies au Royaume-Uni, en Allemagne, en Belgique et en Norvège.

La dette nette représentée par les engagements de retraite et avantages assimilés est calculée à la date de clôture des comptes sur la base des dernières évaluations disponibles à la date de clôture de l'exercice précédent. Une revue des hypothèses actuarielles a été réalisée afin de tenir compte des évolutions éventuelles du semestre ou d'impacts ponctuels. La valeur de marché des actifs de couverture est revue à la date de clôture.

L'évolution des passifs nets des principaux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi au cours du premier semestre 2014 est présentée ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Royaume-Uni	Allemagne	France	Autres ⁽¹⁾	Total
Passif net au 31 décembre 2013	224 935	30 680	24 432	3 062	283 108
Charge nette comptabilisée dans le compte de résultat	7 435	(67)	1 248	349	8 965
• dont dotations opérationnelles liées au coût des services rendus	2 449	21	1 154	310	3 934
• dont reprises opérationnelles liées aux prestations payées	-	(558)	(294)	-	(852)
• dont charges nettes d'intérêts	4 986	469	388	39	5 883
Charge nette comptabilisée en capitaux propres	(27 736)	3 214	2 733	689	(21 100)
• dont rendement des actifs du régime	(11 491)	-	-	(46)	(11 537)
• dont effet des changements dans les hypothèses financières	(16 245)	3 214	2 733	735	(9 563)
Cotisations	(11 169)	-	-	(1 191)	(12 360)
• dont cotisations de l'employeur	(11 169)	-	-	(1 191)	(12 360)
• dont cotisations du participant au régime	-	-	-	-	-
Différences de change	8 258	-	-	2	8 260
Autres mouvements	-	-	-	-	-
Passif net au 30 juin 2014	201 723	33 827	28 413	2 911	266 873

(1) Belgique, Norvège, Pologne

Les hypothèses actuarielles utilisées au 30 juin 2014 pour valoriser ces passifs sont les suivantes :

	Royaume-Uni	Allemagne	France	Autres ⁽¹⁾
Taux d'actualisation	4,30 %	2,36 %	2,30 %	3,5 % / 2,0%
Taux d'inflation	3,20 %	1,80%	2 %	3,5 % / 2,0%

(1) Belgique, Norvège

Elles étaient les suivantes au 31 décembre 2013 :

	Royaume-Uni	Allemagne	France	Autres ⁽¹⁾
Taux d'actualisation	4,60 %	3,05 %	3,17 %	2,5 % / 4,1%
Taux d'inflation	3,30 %	-	2 %	2,0 % / 3,5%

(1) Belgique, Norvège

Note 5.9 Provisions pour risques et charges

Au 30 juin 2014, l'évolution des provisions pour risques et charges se décompose de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/13	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Écarts de conversion	30/06/14	Part non courante	Part courante
Provisions pour litiges	4 113	548	(1 243)	(851)	4	2 599	-	2 599
Provisions pour pertes à terminaison	285	1 181	(360)	-	16	1 123	-	1 123
Autres provisions pour risques	26 974	2 108	(8 910)	(304)	663	20 531	7 913	12 619
Provisions pour restructurations	5 409	5 015	(3 580)	(756)	7	6 094	75	6 019
Total provisions pour risques et charges	36 781	8 851	(14 093)	(1 910)	691	30 347	7 988	22 360

Les provisions pour litiges consistent en des litiges avec les salariés et des clients en France principalement.

Les autres provisions pour risques sont essentiellement liées à des risques identifiés au Royaume-Uni relatifs aux clients, à hauteur de 6 074 milliers d'euros, aux coûts de remises en état des locaux pour 8 708 milliers d'euros, aux locaux vacants dans le cadre de l'exploitation normale au Royaume-Uni à hauteur de 957 milliers d'euros et des risques relatifs aux salariés pour 787 milliers d'euros.

En France, au 31 décembre 2013, le Groupe avait décidé de provisionner 8 000 milliers d'euros, au titre du projet Ecotaxe, eu égard au contexte politique incertain entourant ce projet, pour faire face au risque qu'il ne puisse pas recouvrer en totalité des prestations de services réalisées. Cette provision a été utilisée pour 7 620 milliers d'euros, conséquence de la situation et des accords signés en juin 2014 entre l'Etat, la société Ecomouv et les différentes parties prenantes.

Les provisions pour restructurations correspondent principalement aux coûts résiduels du programme de transformation du Groupe (réorganisation des activités, optimisation des infrastructures, plan spécifique d'économie de coûts dit 3P – *Portfolio, Productivity, People*) pour 2 064 milliers d'euros essentiellement en France et aux coûts de mesures ponctuelles de restructuration prises localement pour 3 645 milliers d'euros (dont 3 607 milliers d'euros en Allemagne).

Note 5.10 Autres passifs non courants

Dans le cadre du contrat signé au Royaume-Uni avec le gouvernement britannique pour transformer ses activités de support, le Groupe a accordé au Cabinet Office un droit de vente des actions qu'il détient dans la joint-venture SSCL mise en place pour l'occasion. Ce droit est exerçable du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2023 (cf. note 2.1 Variations de périmètre). A ce titre, le Groupe a reconnu une dette non courante dont la valeur est révisée à chaque arrêté. Ces variations liées à d'éventuels changements d'estimations et à l'effet de sa désactualisation trouvent leur contrepartie en capitaux propres. Au 30 juin 2014, la valeur du droit de vente a augmenté de 592 milliers d'euros (dont 398 milliers d'euros d'effet de change), soit une dette de 10 382 milliers d'euros.

Note 5.11 Fournisseurs et autres créditeurs

(en milliers d'euros)	30/06/14	31/12/13
Fournisseurs de biens et services et comptes rattachés	190 463	171 205
Montant brut dû aux clients	67 963	60 351
Avances et acomptes reçus	6 234	11 017
Passifs d'impôts exigibles, impôt société	48 645	41 348

Dettes sociales	164 288	156 429
Dettes fiscales	95 798	103 180
Dividendes à payer	3 403	-
Instruments financiers dérivés – Taux ⁽¹⁾	428	743
Instruments financiers dérivés – Change ⁽¹⁾	3 570	3 637
Autres dettes diverses	9 189	9 431
Total des autres passifs courants	276 677	273 420
Total fournisseurs et autres créditeurs	589 981	557 342

(1) Cf. note 5.13

Les montants bruts dus aux clients correspondent aux prestations facturées par le Groupe à ses clients mais non encore réalisées.

Les avances et acomptes reçus correspondent aux paiements partiels reçus sur contrats, avant que les travaux correspondants n'aient été exécutés.

Note 5.12 Éléments explicatifs du tableau des flux de trésorerie

La variation des éléments constituant le besoin en fonds de roulement (BFR) s'analyse de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	30/06/14	31/12/13	Variation nette	Dont éléments de BFR reclassés hors BFR	Dont variations des éléments de BFR	Dont éléments de variation de BFR sans effet de trésorerie		Dont effets des éléments de variation de BFR dans le tableau des flux de trésorerie
						Change	Autres	
Variation liée aux stocks			1 651		1 651	130	23	(1 497)
Clients et comptes rattachés	172 853	207 045	(34 191)		(34 191)	1 500	499	36 191
Avances et acomptes reçus	(6 234)	(11 017)	4 783		4 783	(30)	-	(4 814)
Montants dus par les clients	222 377	164 313	58 063		58 063	2 955	9	(55 100)
Montant brut dû aux clients	(67 963)	(60 351)	(7 611)		(7 611)	(1 178)	-	6 434
Variation liée aux clients			21 044		21 044	3 247	508	(17 289)
Fournisseurs et comptes rattachés	(190 463)	(171 205)	(19 258)	(1 865)	(17 392)	(3 391)	235	14 237
Variation liée aux fournisseurs			(19 258)	(1 865)	(17 392)	(3 391)	235	14 237
Autres actifs non courants	2 003	4 233	(2 230)		(2 230)	123	(769)	1 584
Autres actifs courants	122 288	93 454	28 834	(345)	29 178	1 205	359	(27 613)
Autres passifs non courants	(43 377)	(53 869)	10 491		10 491	(1 620)	(913)	(13 024)
Autres passifs courants	(269 276)	(269 040)	(236)		(236)	(2 385)	(1 358)	(3 507)
Variation liée aux autres créances et dettes			36 858	(345)	37 203	(2 676)	(2 681)	(42 560)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité					42 506	(2 690)	(1 914)	(47 111)

Note 5.13 Instruments financiers et gestion des risques de taux et de change

Dans le cadre de sa politique globale de gestion des risques et en raison de la taille significative des activités de production en Inde et en Pologne, le Groupe a conclu et continue à mettre en œuvre des opérations visant à couvrir son exposition aux risques de change par l'utilisation d'instruments dérivés, instruments fermes ou optionnels cotés sur des marchés organisés ou conclus de gré à gré avec des contreparties de premier rang.

Le Groupe se prémunit également contre les fluctuations de taux d'intérêts en *swappant* à taux fixe une partie de la dette financière variable.

Gestion du risque de taux :

Au 30 juin 2014, le Groupe a souscrit à plusieurs contrats d'échange de conditions d'intérêts. Le montant du notionnel de ces contrats est de 10 000 milliers de livres sterling et 177 500 milliers d'euros et leur juste valeur s'élève à (1 742) milliers d'euros. Les instruments dérivés de taux sont qualifiés en couvertures de flux de trésorerie (CFH) et en Trading.

Le total des dettes financières brutes soumises à un risque de taux d'intérêt s'élève à 275,0 millions d'euros. Par ailleurs, le montant net déconsolidé dans le cadre du programme de titrisation (50,5 millions d'euros au 30 juin 2014) présente un risque de taux qui est intégré dans l'analyse du risque. Les contrats de couverture de taux existant au 30 juin 2014 permettent de réduire cette exposition à un risque négligeable.

Gestion du risque de change :

La couverture du risque de change concerne essentiellement les couvertures GBP/INR et EUR/PLN des plateformes de production du Groupe en Inde et en Pologne. Les instruments dérivés de change sont qualifiés en couvertures de flux de trésorerie (Cash Flow Hedge), couvertures de juste valeur (Fair Value Hedge) et en Trading.

Au 30 juin 2014, la juste valeur de ces contrats s'élève à 5 200 milliers d'euros pour un montant notionnel total de 93 465 milliers d'euros.

Note 5.14 Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées

Actifs non courants destinés à être cédés :

Les actifs non courants destinés à être cédés reconnus au bilan sont liés directement à la réorganisation des locaux initiée en Inde. Le Groupe est toujours engagé dans des démarches de vente de ces actifs et considère que leur cession est toujours hautement probable.

Leur valeur représente la valeur la plus faible de la valeur nette comptable ou de la juste valeur nette des coûts de cession, soit dans le cas présent la valeur nette comptable.

La valeur de ces actifs en Inde se décompose de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	30/06/14
Terrains	847
Constructions	4 814
Agencement des constructions	937
Total Actif	6 598
Impôts différés passifs	(610)
Autres passifs	(57)
Total Passif	(667)
Valeur nette comptable des actifs non courants destinés à être cédés	5 931

Note 5.15 Autres produits et charges opérationnels

(en milliers d'euros)	30/06/14	30/06/13
Paiements fondés en actions	(193)	(70)
Coûts nets de restructuration et de réorganisation	(13 990)	(14 280)
Autres produits opérationnels	-	-
Autres charges opérationnelles	(2 579)	(1 664)
Autres produits et charges opérationnels	(16 762)	(16 014)
- dont autres produits opérationnels	756	676
- dont autres charges opérationnelles	(17 518)	(16 689)

Paiements fondés en actions :

Les charges relatives aux paiements fondés en actions tiennent compte des plans d'attribution d'actions gratuites de performance en cours au 30 juin 2014.

Au cours du premier semestre 2014, le Groupe n'a mis en place aucun plan d'actions gratuites de performance.

Coûts nets de restructuration et de réorganisation :

Au cours du premier semestre 2014, le Groupe a poursuivi son programme de transformation. Le montant de ces coûts s'élève à 14 618 milliers d'euros

Autres produits et charges opérationnels :

Les autres charges opérationnelles comprennent principalement les effets des réorganisations des locaux en France.

Note 5.16 Résultat financier

(en milliers d'euros)	30/06/14	30/06/13
Produits d'intérêts générés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie	4 376	4 194
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	4 376	4 194
Charges d'intérêts sur opérations de financement	(7 036)	(5 164)
Résultat des couvertures de taux et de change sur équivalent de trésorerie	(790)	(1 242)
Coût de l'endettement financier brut	(7 826)	(6 407)
Coût de l'endettement financier net	(3 450)	(2 213)
Gains de changes sur gestion de trésorerie	2 208	-
Pertes de changes sur gestion de trésorerie	(2 538)	(647)
Escomptes accordés	(1 633)	(420)
Variation de juste valeur des dérivés Taux - Produits	15	-
Variation de juste valeur des dérivés Taux - Charges	-	(311)
Variation de juste valeur des dérivés Change - Produits	-	752
Variation de juste valeur des dérivés Change - Charges	(99)	(162)
Charge d'intérêts nette sur engagements de retraite	(5 882)	(6 988)
Charge d'actualisation des provisions pour risques et charges	(393)	(535)
Autres produits financiers	67	119
Autres charges financières	(1 503)	(1 719)
Total autres produits et charges financières	(9 760)	(9 910)
- dont autres produits financiers	2 025	617
- dont autres charges financières	(11 785)	(10 527)
Résultat financier	(13 210)	(12 123)

Les autres charges financières comprennent essentiellement l'amortissement des frais d'émission d'emprunt.

Note 5.17 Résultat par action

Les actions ordinaires potentielles dilutives comprennent les actions gratuites.

	30/06/14	30/06/13
Numérateur (en milliers d'euros)		
Résultat net part du Groupe (a)	884	7 363
Résultat net attribuable aux actionnaires (b)	884	7 363
Dénominateur		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (c)	33 161 307	31 879 729
Nombre moyen pondéré d'actions détenues en autocontrôle (d)	(1 427 907)	(1 436 936)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation hors autocontrôle (e) = (c)+(d)	31 733 400	30 442 793
Effet dilutif des actions gratuites réservées à des salariés	31 276	21 686
Nombre moyen pondéré de titres de capitaux propres théorique (f)	31 764 676	30 464 480
Résultat par action (euros) (b/e)	0,03	0,24
- dont résultat par action sur activités poursuivies	0,03	0,24
- dont résultat par action sur activités abandonnées	-	-
Résultat par action dilué (euros) (a/f)	0,03	0,24
- dont résultat par action sur activités poursuivies	0,03	0,24
- dont résultat par action sur activités abandonnées	-	-

Note 6. Engagements hors bilan

Aucune variation significative n'est intervenue au cours du premier semestre 2014 par rapport aux engagements hors bilan publiés dans les comptes annuels clos au 31 décembre 2013.

Note 7. Événements postérieurs à la clôture

Le Groupe n'a connaissance d'aucun événement significatif intervenu depuis le 30 juin 2014.

3. Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2014

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
Régionale de Versailles

ERNST & YOUNG & Autres
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie – Paris-La Défense 1
S.A.S à capital variable
Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
Régionale de Versailles

Groupe Steria S.C.A.

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Groupe Steria, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de la gérance. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 25 juillet 2014

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

ERNST & YOUNG et Autres

4. Attestation du responsable du Rapport Financier Semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 25 juillet 2014

*Monsieur François Enaud
Gérant*



www.steria.com

Contact

Direction Juridique Groupe

Address: 43-45 Quai du Président Roosevelt - 92 130 Issy-les-Moulineaux - FRANCE

Tel : +33 (0)1 34 88 60 11 / Fax : +33 (0)1 34 88 58 70

Direction des Relations Investisseurs et du *Corporate Development*

M. Olivier Psaume

Address: 43-45 Quai du Président Roosevelt - 92 130 Issy-les-Moulineaux - FRANCE

E-mail : olivier.psaume@steria.com

Tel: +33 (0)1 34 88 55 60 / Fax : +33 (0)1 34 88 58 70